

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1095^e
SÉANCE

Jeudi 8 décembre 1966,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| <i>Point 47 de l'ordre du jour:</i> | |
| <i>Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (suite)</i> | 455 |
| <i>Point 49 de l'ordre du jour:</i> | |
| <i>Activités opérationnelles pour le développement (fin):</i> | |
| <i>a) Activités du Programme des Nations Unies pour le développement;</i> | |
| <i>b) Activités entreprises par le Secrétaire général</i> | |
| <i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i> | 459 |
| <i>Point 39 de l'ordre du jour:</i> | |
| <i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général . .</i> | 459 |
| <i>Point 37 de l'ordre du jour:</i> | |
| <i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite)</i> | 460 |

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (suite) [A/6303, chap. XIII, sect. IV; A/6323, A/6449, A/C.2/L.926]

1. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) exprime sa reconnaissance à S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi pour l'exposé clair et convaincant qu'elle a fait à la séance précédente en présentant le projet de résolution A/C.2/L.926, et dans lequel elle a souligné toute l'ampleur et toute l'urgence du problème.

2. Le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni a indiqué à l'Assemblée générale, le 11 octobre (1436^{ème} séance plénière), que, de par le monde, 250 millions d'enfants d'âge scolaire ne reçoivent aucun enseignement. Il faut tout faire pour attirer l'attention sur ces besoins comme sur d'autres besoins de l'humanité, afin de stimuler les efforts internationaux en vue d'améliorer la situation. La délégation britannique accueille avec satisfaction le geste généreux du Gouvernement iranien et de S.M.I. le chahinchah d'Iran envers l'UNESCO et son programme mondial d'alphabétisation. Le Royaume-Uni a choisi de contribuer jusqu'à la limite de ses moyens actuels à la lutte contre l'analphabétisme en versant 228 000 dollars au programme d'alphabétisation de l'UNESCO, et en consacrant environ

35 millions de dollars par an — soit deux fois le montant de ses dépenses quotidiennes pour les forces armées — à l'éducation dans l'ensemble du monde en voie de développement. Il y a certainement un lien entre l'alphabétisation et le développement. Comme l'indique le rapport de l'UNESCO sur la mise en œuvre de la résolution 2043 (XX) de l'Assemblée générale^{1/}, les projets pilotes constituent le meilleur moyen d'action parce qu'ils permettent de déterminer de manière plus précise la contribution que l'enseignement apporte au développement et, par conséquent, le montant du financement international nécessaire à cette fin par comparaison à d'autres besoins urgents de développement. La délégation britannique est heureuse que l'UNESCO emploie cette méthode.

3. Tout en acceptant de manière générale les objectifs admirables du projet de résolution A/C.2/L.926, la délégation britannique pense que les amendements qu'a proposés la délégation des Etats-Unis pourraient en améliorer le texte; s'ils sont acceptés et si l'on supprime le paragraphe 3 du dispositif, au sujet duquel sir Edward rappelle que, depuis longtemps, le Royaume-Uni s'oppose à la création de fonds alimentés par des contributions volontaires dans les institutions spécialisées, la délégation britannique pourra appuyer le projet de résolution.

4. M. SADI (Jordanie) s'associe aux remerciements exprimés à la princesse Achraf Pahlavi pour son exposé de la séance précédente, qui a donné beaucoup de poids et de charme aux délibérations. Au sujet du projet de résolution, M. Sadi estime que l'on devrait remplacer les mots "à la conscience universelle" par une expression plus concrète.

5. M. HOO (Chine) s'associe aux félicitations adressées à S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi et rend hommage à l'initiative et aux contributions de S.M.I. le chahinchah d'Iran à la campagne d'alphabétisation.

6. Il est déplorable qu'il y ait encore des centaines de millions d'analphabètes de par le monde, ce qui augmente l'écart entre les pays riches et les pays pauvres et constitue l'obstacle principal au développement économique et social des pays en voie de développement. Il faut redoubler d'efforts pour trouver les moyens d'éliminer l'analphabétisme. Sans doute, cela dépend avant tout des efforts de chaque pays, mais l'assistance et la coopération internationales peuvent y contribuer grandement. Les efforts dans ce domaine doivent être soutenus et croissants, car, vu l'accroissement démographique, l'effort d'alphabétisation et d'investissement humain ne peut s'inter-

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document E/4214.

rompre ou être négligé trop longtemps sans danger pour l'avenir d'un pays. C'est pourquoi la délégation chinoise appuie, comme par le passé, la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle et approuve la résolution 1128 (XLI) du Conseil économique et social, qui constitue un pas décisif vers ce but.

7. Dans la province de Taiwan, l'analphabétisme ne constitue plus un problème grave, le nombre d'analphabètes étant passé de 20 p. 100 en 1950, à moins de 8 p. 100 à ce jour, tandis que la population augmentait de 80 p. 100. En revanche, sur le continent chinois, la fermeture d'écoles, l'interruption des classes et la destruction de livres ont entraîné une augmentation du nombre des illettrés et des ignorants, et un grand nombre d'écoliers et d'étudiants sont devenus des gardes rouges déchaînés qui, sous le couvert d'une "révolution culturelle", sont en train de détruire la culture. Ce retour à la barbarie, provoqué et encouragé par les dirigeants, va à l'encontre de l'objectif de la campagne mondiale pour l'alphabétisation.

8. La délégation chinoise appuie le projet de résolution A/C.2/L.926, ainsi que les modifications qui pourront être suggérées pour l'améliorer; elle espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

9. M. M'BAYE (Guinée) exprime ses remerciements à S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi, dont le discours, à la séance précédente, inspirera la lutte contre l'analphabétisme.

10. La Guinée a engagé une action hardie dans ce domaine avant même que l'UNESCO ait lancé sa campagne, en la fondant d'ailleurs sur l'expérience guinéenne. La lutte contre l'ignorance et le sous-développement est au centre des préoccupations de la Guinée, qui vise non seulement à donner une instruction générale, mais surtout des qualifications à ses habitants. Elle tend à transformer qualitativement les structures mentales altérées par le colonialisme. C'est le peuple guinéen tout entier qui est engagé dans cette action d'alphabétisation, à l'exemple du peuple cubain qui a obtenu des résultats remarquables en peu de temps. La délégation guinéenne accueille chaleureusement l'action de l'UNESCO. Elle votera pour le projet de résolution et désire se joindre aux auteurs.

11. M. MURGESCU (Roumanie) félicite la délégation iranienne pour l'initiative qu'a prise son gouvernement et rend hommage à la princesse Achraf Pahlavi pour sa brillante déclaration à la précédente séance. Le projet de résolution fait suite à la généreuse initiative iranienne en vue de la liquidation de l'analphabétisme. L'action dans ce domaine est l'une des plus nobles qui aient été entreprises par les organismes des Nations Unies. Le facteur humain a une importance capitale dans le processus du développement économique et social, et l'élimination de l'analphabétisme est un premier pas indispensable pour la mise en valeur des ressources humaines et la réalisation du progrès économique et social. Dans le projet de résolution, les auteurs définissent les étapes de l'élimination de l'analphabétisme dans le monde et le rôle que peut jouer à cet égard la coopération internationale. L'UNESCO occupe une place

particulière dans cette action, rôle que consacre la résolution 1128 (XLI) du Conseil économique et social. C'est dans cet esprit que le Gouvernement roumain lutte pour l'élimination de l'analphabétisme hérité du passé, organise la formation professionnelle et encourage la diffusion de la science et de la culture dans toutes les couches de la population. La délégation roumaine se félicite de retrouver cet esprit dans un document de l'ONU, qui vise à intensifier les efforts tant nationaux qu'internationaux, et notamment par l'entremise de l'UNESCO, dans ce domaine vital pour le développement. Dans le rapport qu'elle a présenté au Conseil économique et social, l'UNESCO témoigne de sa préoccupation de tracer les lignes directrices et de définir les méthodes de lutte contre l'analphabétisme.

12. Le concept d'alphabétisation fonctionnelle qui y est énoncé a le plein appui de la délégation roumaine: les programmes d'alphabétisation doivent contribuer à la réalisation d'objectifs économiques importants dans divers domaines, ils doivent s'intégrer aux activités de formation professionnelle, ils ne doivent pas se limiter à l'enseignement de la lecture et de l'écriture, mais donner aussi certaines connaissances professionnelles. Il est bon aussi que l'on recommande d'incorporer l'alphabétisation dans les plans nationaux de développement économique et d'enseignement. C'est pourquoi la délégation roumaine votera en faveur du projet de résolution dont la Commission est saisie, en espérant qu'il sera adopté à l'unanimité.

13. M. DJOUDI (Algérie) exprime à la princesse Achraf Pahlavi toute sa gratitude pour l'honneur qu'elle a fait à la Deuxième Commission en venant présenter elle-même le projet de résolution. C'est un geste tout particulièrement significatif venant d'un pays qui prend une part active à la lutte pour l'élimination de l'analphabétisme. C'est aussi un symbole du rôle dynamique de la femme iranienne et de la femme en général.

14. Depuis le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, réuni à Téhéran en 1965, l'alphabétisation a été reconnue comme un élément du développement économique et social, et comme telle relevant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), lequel a déjà financé des projets d'alphabétisation fonctionnels intéressants plusieurs pays. Comme l'a dit la princesse Achraf Pahlavi, l'analphabétisme n'est pas simplement la négation d'un droit fondamental de l'homme, c'est aussi un obstacle au développement économique et un danger pour la paix. Il faut que, dans un esprit de solidarité humaine, les peuples, à la conscience desquels le projet de résolution fait appel, fournissent les ressources nécessaires à cette campagne d'alphabétisation. Connaître, c'est comprendre, et la connaissance permet la compréhension mutuelle entre les peuples et prépare donc la voie de la paix. Le représentant de l'Algérie rappelle la déclaration faite par le Directeur général de l'UNESCO au Conseil économique et social (1425ème séance), à la session d'été de 1966, dans laquelle il a défini le sous-développement d'une collectivité comme le fait que celle-ci n'a pas vraiment accédé dans son esprit et dans ses mœurs à la civilisation scientifique et technologique, laquelle

est bien actuellement la forme et le moteur du progrès humain. Un pays est développé lorsque la science et la technologie qui en dérivent ont cessé d'être une magie importée pour faire partie intégrante et vivante de la culture de ce pays.

15. La délégation algérienne appuiera le projet de résolution.

16. M. VENEGAS (Colombie) tient à exprimer son admiration et celle de son pays pour l'annonce faite par la princesse Achraf Pahlavi, qui donne un exemple digne d'être imité, car il est encourageant qu'un pays consacre à la campagne de l'UNESCO pour l'alphabetisation l'équivalent d'une journée de dépenses de son budget militaire.

17. Le problème de l'analphabétisme revêt des proportions si considérables que, de l'avis de la délégation colombienne, il faut lui donner au moins la même priorité qu'au développement économique, car l'alphabetisation est sans aucun doute à la base du progrès social.

18. Consciente de la priorité que l'alphabetisation mérite de recevoir, la Colombie consacre près de 20 p. 100 de son budget annuel à l'enseignement, alors que sa constitution ne l'oblige à consacrer que 10 p. 100 de ce budget à la formation de maîtres, à la construction et à la reconstruction d'écoles et à l'effort visant à accélérer la réalisation de ce but national qu'est l'extension au maximum de la portée de l'alphabetisation. Parfois, la lutte paraît inégale, car, pendant qu'un maître est formé et qu'une école est construite, le nombre des enfants d'âge scolaire et avides d'apprendre s'accroît du fait de l'explosion démographique.

19. La soif de connaissance est si grande qu'une association privée sans but lucratif s'est récemment fondée en Colombie pour la publication de manuels scolaires gratuits, et l'UNESCO pourrait peut-être envisager la possibilité de s'inspirer de cet exemple en consacrant une partie des ressources destinées à la campagne mondiale pour l'alphabetisation universelle à la tâche consistant à encourager la publication, à l'échelle mondiale, de manuels gratuits pour les écoles primaires, en essayant de faire en sorte que le coût en soit réparti, selon les différents systèmes juridiques, entre les gouvernements et les organisations privées et philanthropiques qui désireraient s'associer à cette croisade du savoir.

20. Enfin, la Colombie désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.926.

21. M. AYOUB (Tunisie) exprime sa gratitude à la princesse Achraf Pahlavi, et rappelle les liens d'amitié et de coopération qui existent entre la Tunisie et l'Iran.

22. Le projet de résolution est tout à fait conforme aux principes défendus par le Gouvernement tunisien, qui consacre 25 p. 100 de son budget à l'éducation nationale et lutte énergiquement contre l'analphabétisme. Mais la délégation tunisienne est déçue de ce que l'on se soit refusé à traiter de certains sujets tabous; elle espère qu'il sera possible de les aborder dans d'autres instances, dans un esprit positif, et que l'on parviendra à consacrer à la campagne contre

l'analphabétisme une partie au moins des sommes gaspillées à la fabrication d'armements.

23. M. PECHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) remercie la princesse Achraf Pahlavi pour la déclaration qu'elle a faite à la précédente séance.

24. Des mesures nationales et internationales pour faire disparaître l'analphabétisme ont été discutées de manière approfondie à la vingtième session de l'Assemblée générale, à l'UNESCO et dans nombre de réunions internationales et régionales, notamment au Congrès mondial des ministres de l'éducation, réuni à Téhéran. Dans les diverses recommandations et résolutions, on a insisté sur l'importance du développement culturel et socio-économique des pays en voie de développement, qui se heurtent souvent à des obstacles et à des difficultés résultant de l'analphabétisme et de la pénurie de cadres qualifiés, pour une population souvent très considérable. La lutte contre l'analphabétisme constitue un effort important des pays en voie de développement pour supprimer les séquelles du régime colonial. Les mesures énergiques que prennent les gouvernements de ces pays sont à la base du renforcement de leur progrès économique et social. L'alphabetisation produit de nouvelles ressources humaines et techniques qui contribuent à la solution de nombreux problèmes dans les domaines de l'industrialisation, de l'agriculture et de la formation de cadres nationaux. En raison des ressources limitées dont on dispose et de l'ampleur de la tâche, il faut utiliser les moyens les plus efficaces dans la campagne mondiale. Il faut aussi s'inspirer de l'expérience acquise par certains pays en voie de développement, qui, bien que ne disposant que de ressources très limitées, ont réussi à obtenir des résultats remarquables en très peu de temps.

25. La Biélorussie elle-même, dont les trois quarts de la population étaient analphabètes en 1917, a réussi à liquider entièrement l'analphabétisme en 1936, malgré les difficultés causées par l'occupation et la guerre. Ce sont les profondes transformations économiques et sociales qui ont fourni à la Biélorussie les moyens de résoudre d'une manière aussi rapide et complète ce grave problème, ainsi que la participation de toute la population à cette action. Aujourd'hui, près d'un tiers de la population de la Biélorussie, sans compter les enfants d'âge scolaire, fait des études d'un genre ou d'un autre. Sur une population totale de 8,7 millions d'habitants, 1 782 000 personnes ont reçu une instruction générale en 1965-1966, et 226 000 personnes une instruction supérieure ou spécialisée. Il y a un grand nombre de cours et d'écoles de formation spécialisée.

26. Par sa résolution 1128 (XLI), le Conseil économique et social a souligné que le développement de l'alphabetisation était lié au progrès économique et social. On sait que dans bien des pays en voie de développement, les programmes de liquidation de l'analphabétisme font partie intégrante des plans nationaux de développement. Pour donner plus d'efficacité à la campagne mondiale, il conviendrait de s'inspirer de leur exemple.

27. La délégation de la Biélorussie appuie le projet de résolution A/C.2/L.926, mais pense qu'il serait utile que les auteurs tiennent compte des observations

de certains représentants, qui pourraient améliorer le texte.

28. M. AHMED (Pakistan) apprécie le noble geste de la princesse Achraf Pahlavi, dont la présence à la précédente séance est de bon augure pour les débats de la Deuxième Commission.

29. Personne ne peut nier l'urgence qu'il y a à supprimer le fléau de l'analphabétisme en intensifiant les efforts tant nationaux qu'internationaux. L'initiative de l'UNESCO, ainsi que les résolutions 1937 (XVIII) et 2043 (XX) de l'Assemblée générale ont été accueillies favorablement par tous les Etats Membres. Le Conseil économique et social a adopté l'importante résolution 1128 (XLI); il faudra, cependant, comme l'a dit le Secrétaire général dans la note dont est saisie la Commission (A/6449), attendre quelque temps pour pouvoir juger de ses résultats. Au Conseil économique et social et à la Conférence générale de l'UNESCO, le Pakistan a toujours appuyé les programmes d'alphabétisation, et M. Ahmed exprime son admiration pour l'action du Directeur général de l'UNESCO qui a amplifié les programmes de l'UNESCO dans ce domaine. M. Ahmed est heureux également de la participation de la FAO à cette campagne. Les pays en voie de développement ont un problème particulier à cet égard: alors que leurs ressources sont limitées, leurs besoins sont sans limite. Il n'est pas toujours possible d'accorder aux divers secteurs du développement toutes les ressources nécessaires. Il y a une compétition pour ces ressources, et l'on est bien obligé d'établir un certain équilibre et un ordre des priorités. S'il va de soi que les pays en voie de développement doivent intensifier leurs efforts dans la lutte contre l'analphabétisme, il n'en demeure pas moins que le succès de la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle dépendra en dernier ressort des ressources que la communauté internationale sera disposée à fournir.

30. M. Ahmed rend hommage au chahinchah d'Iran pour son initiative généreuse et sa contribution à la lutte contre l'analphabétisme, et félicite le Mali, le Maroc et la Tunisie d'avoir suivi l'exemple de l'Iran.

31. M. MIRGHANI (Soudan) s'associe à toutes les autres délégations pour remercier la princesse Achraf Pahlavi d'avoir attiré l'attention du monde sur le problème aigu de l'ignorance et de l'analphabétisme. Il espère que les grandes puissances qui en ont les moyens suivront l'exemple donné par l'Iran, le Mali, le Maroc et la Tunisie et contribueront généreusement à la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle, jusqu'à ce qu'elle atteigne ses objectifs.

32. En ce qui concerne le projet de résolution dont la Commission est saisie, la délégation soudanaise interprète le paragraphe 2 du dispositif comme signifiant que l'assistance des organisations non gouvernementales et privées ne sera fournie qu'à la demande des gouvernements intéressés. Il espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et que la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle pourra atteindre ses objectifs.

33. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) se félicite d'être au nombre des auteurs du projet de résolution

A/C.2/L.926 et rend hommage à la princesse Achraf Pahlavi, qui a bien voulu présenter ce projet de résolution.

34. L'enseignement rend la vie plus riche et permet de participer aux efforts de développement. Depuis 1951, l'enseignement est gratuit en Syrie, ce qui a permis de diffuser l'alphabétisation et de réduire la proportion des illettrés. Une fraction croissante du budget de l'Etat est affectée à l'éducation nationale.

35. M. Al-Atrash fait sienne la remarque du représentant du Soudan et indique que sa délégation interprète elle aussi le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution comme signifiant que c'est exclusivement à la demande des gouvernements intéressés que les organisations non gouvernementales et privées fourniront un soutien financier.

36. M. KAUL (Inde) exprime sa reconnaissance à la princesse Achraf Pahlavi. S'il est peut-être exagéré de dire, comme Socrate, que la différence entre un homme instruit et un homme qui ne l'est pas est la même qu'entre un vivant et un mort, il est néanmoins indéniable que, sans instruction, un être humain est incapable de se réaliser pleinement. L'analphabétisme freine le progrès. Pour les pays en voie de développement, il représente un problème de la toute première urgence: la mise en valeur des ressources humaines est le plus important de leurs soucis.

37. Au cours de ces 15 dernières années, l'Inde, qui connaît sur le plan de l'analphabétisme des problèmes considérables en raison de son énorme population, a fait des efforts particuliers pour étendre l'enseignement primaire et l'éducation des adultes: le nombre des élèves de l'enseignement primaire est passé de 19 à 52 millions, et 10 millions d'adultes ont appris à lire et à écrire. Le taux d'alphabétisation est aujourd'hui de 30 p. 100 en Inde. Mais la pénurie de ressources constitue un grave handicap. C'est pourquoi l'Inde a toujours été étroitement liée aux efforts de l'UNESCO. Elle espère qu'il lui sera également possible de recevoir une aide du PNUD. M. Kaul fait observer qu'il y a également, dans ce domaine, un courant inverse: au cours de ces 20 dernières années, l'Inde a accumulé une expérience précieuse, qu'elle sera heureuse de mettre à la disposition des pays en voie de développement. Elle a déjà pu le faire pour certains pays d'Asie et d'Afrique. L'Inde appuie sans réserve le programme de l'UNESCO et toute autre initiative des organismes des Nations Unies.

38. Mlle BENNATON (Honduras) remercie la princesse Achraf Pahlavi de son très intéressant exposé sur l'analphabétisme, problème particulièrement grave pour les pays en voie de développement où il est l'une des causes de la pauvreté, de la faim et du sous-développement en général.

39. Dans certains pays d'Amérique latine, le problème se trouve compliqué par le caractère périmé du système d'enseignement et le manque de maîtres qualifiés, ainsi que par l'accroissement rapide de la population, particulièrement dans les classes défavorisées de la société. La situation est alarmante dans beaucoup de pays en voie de développement, où l'analphabétisme se répand plutôt qu'il ne diminue. La nécessité d'alphabétiser les masses est cependant

reconnue de tous, car, si l'éducation était autrefois un luxe réservé aux classes favorisées, elle est maintenant une des nécessités de l'existence même de tout être humain.

40. Le problème réside donc dans les moyens d'assurer l'alphabétisation et particulièrement de financer une campagne mondiale. Les gouvernements des pays en voie de développement ne disposant pas en général de moyens financiers suffisants, des ordres religieux et diverses institutions privées entreprennent parfois des efforts spontanés; tel est le cas, au Honduras, où une campagne d'éducation rurale a été entreprise avec l'aide de l'Eglise et grâce à des professeurs bénévoles. Toutefois, des initiatives de ce genre n'assurent pas la continuité voulue pour un succès définitif, et il faut donc s'efforcer de recueillir les ressources nécessaires, non seulement auprès des gouvernements, des institutions internationales, fondations, etc., mais aussi auprès du secteur privé. Un appel à la conscience mondiale par l'intermédiaire de la presse permettrait peut-être de mobiliser les ressources nécessaires. Les syndicats pourraient prendre des mesures pour faciliter l'éducation des travailleurs; les entreprises privées, comme elles le font au Venezuela au moyen du Dividende volontaire pour la communauté, pourraient consacrer une partie de leurs bénéfices annuels au financement de programmes d'alphabétisation et d'enseignement. Par ces divers moyens, la coopération internationale pourrait faire beaucoup pour assurer l'alphabétisation des masses, qui est le premier pas vers un développement collectif, c'est-à-dire vers le progrès.

41. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba), expliquant son vote avant le scrutin, rappelle que son gouvernement a réussi, en deux ans et malgré les circonstances difficiles dans lesquelles il se trouvait du fait du blocus économique imposé par l'impérialisme américain, à éliminer complètement l'analphabétisme qui, avant 1959, était à Cuba un véritable fléau. Les efforts déployés à cet effet ont d'ailleurs retenu l'attention de l'UNESCO et du Bureau international d'éducation à Genève.

42. La délégation cubaine est favorable au projet de résolution présenté à la Commission et pourra l'appuyer de son vote si ses auteurs tiennent compte des observations formulées par certaines délégations et notamment par celles de pays socialistes.

43. En terminant, M. Camejo Argudin tient à s'associer aux remerciements qui ont été adressés à la princesse Achraf Pahlavi.

44. M. VARELA (Panama), expliquant son vote avant le scrutin, se déclare très sensible à l'honneur que la princesse Achraf Pahlavi a fait à la Commission en présentant elle-même le projet de résolution A/C.2/L.926, dont la délégation panaméenne approuve sans réserve les dispositions. Il sera heureux de l'appuyer de son vote si l'on apporte à la version espagnole certaines modifications avant de l'insérer dans le rapport de la Commission.

45. Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat tiendra compte des observations du représentant du Panama.

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (fin):

- a) Activités du Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Activités entreprises par le Secrétaire général

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.929)

46. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.929) est adopté.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/6303, chap. II; A/6426, E/4196 et Add.1 à 3, A/C.2/L.931)

47. M. LUBBERS (Pays-Bas), présentant le projet de résolution A/C.2/L.931, indique qu'il convient d'ajouter le Libéria, le Niger, le Nigéria, les Philippines, le Rwanda et la Turquie à la liste des auteurs. Selon les auteurs du projet, l'expérience de la première Décennie des Nations Unies pour le développement montre que toute action des organismes des Nations Unies en matière de développement doit, à l'avenir, être préparée à l'avance, soigneusement et systématiquement. La lenteur décevante des progrès accomplis pendant la première Décennie, qui est notée au deuxième considérant du projet de résolution, ne pourra être évitée dans l'avenir que si les Etats Membres prennent sans délai les mesures indiquées au troisième considérant.

48. Rappelant les considérations exposées, dans sa déclaration générale à la Deuxième Commission, par le Ministre de son gouvernement chargé de l'aide au développement (1036ème séance), M. Lubbers souligne la nécessité, tant pour les gouvernements que pour l'opinion publique des pays développés et en voie de développement, d'avoir une idée claire de la politique qui doit, en matière de développement, servir de base à des programmes d'action efficaces. La multiplicité des lignes d'action, directives et principes énoncés dans de nombreux textes des divers organismes des Nations Unies rend difficile l'élaboration d'une politique cohérente et concertée, et c'est pourquoi il est urgent de faire le point. C'est là l'objet du projet de résolution dont la Commission est saisie et qu'elle devrait, selon ses auteurs, pouvoir adopter sans difficulté, puisque son dispositif se borne à charger le Secrétaire général d'un travail préparatoire et ne préjuge en rien la décision que l'Assemblée générale pourra prendre à la prochaine session lorsqu'elle sera saisie du rapport intérimaire prévu.

49. M. Lubbers tient à souligner, en réponse aux nombreuses questions qui lui ont été posées, que les dispositions du projet de résolution ne peuvent en rien compromettre les principes adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). Tout d'abord, elles n'empiètent pas sur le domaine de compétence de l'UNCTAD et prévoient en outre que le Secrétaire général de l'ONU devra consulter le Secrétaire général de

l'UNCTAD, ainsi que le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). En second lieu, la portée de la compilation demandée au Secrétaire général dépasse de beaucoup le commerce et le développement puisqu'elle devra englober les principes de la FAO sur l'écoulement des excédents agricoles, la charte du développement envisagée par la Troisième Commission, les règles de conduite des peuples et des nations en matière de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale que vient d'adopter la Conférence générale de l'UNESCO et bien d'autres principes et directives adoptés par les Etats Membres en ce qui concerne les problèmes et politiques du développement. Les craintes exprimées au sujet de la relation entre le projet de résolution et les principes de l'UNCTAD venaient aussi bien des protagonistes de ces principes, qui craignaient de les voir affaiblis, que de leurs adversaires qui craignaient de leur voir prendre un essor prématuré; c'est là la preuve que les auteurs du projet de résolution ont pris une initiative heureuse qui, sans empiéter sur les responsabilités de l'UNCTAD, peut contribuer dans l'avenir à mieux faire comprendre les principes en question.

50. Contrairement aux craintes exprimées par certains, il ne s'agit pas là d'un effort théorique, car le travail demandé au Secrétaire général est purement pratique et ne peut que contribuer à faciliter l'adoption d'une attitude unanime, plus propice sans nul doute à l'élaboration d'une politique de développement, quelle qu'elle puisse être, que le maintien des attitudes rigides qui opposent majorités et minorités.

51. Les auteurs du projet espèrent donc qu'il pourra être adopté à l'unanimité, d'autant plus qu'ils se sont assurés que ses incidences financières étaient insignifiantes.

52. M. VARELA (Panama) estime que les dispositions du projet de résolution A/C.2/L.931 complètent judicieusement celles de la résolution 1152 (XLI), par laquelle le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général d'étudier les préparatifs nécessaires pour favoriser l'établissement de plans en vue d'une action internationale concertée pendant la période qui suivra la Décennie des Nations Unies pour le développement. La compilation à laquelle le Secrétaire général procéderait en exécution du projet de résolution éviterait la recherche, dans une documentation abondante et dispersée, des suggestions, recommandations et appels formulés par tous les organismes des Nations Unies dans leur désir de promouvoir une coopération internationale efficace destinée à accélérer le développement. En raison de la nécessité d'entreprendre des efforts énergiques pour réaliser les objectifs indispensables, le moment est venu de formuler une sorte de credo concis et éloquent du développement qui pourrait aider à stimuler la volonté des dirigeants nationaux et internationaux qui se refusent encore à assurer l'élévation du niveau de vie de la grande majorité de l'humanité. L'étude demandée au Secrétaire général dans la résolution 1152 (XLI) du Conseil sera facilitée par la compilation des travaux déjà effectués au sujet des objectifs à atteindre et des méthodes à employer.

Il faut souhaiter que cet "abécédaire" de l'action internationale en faveur du développement contribuera à faire tomber les barrières qui séparent deux mondes différents, à assouplir la structure rigide qui affecte l'économie des pays en voie de développement et à alléger le poids que fait peser l'orthodoxie économique sur les termes de l'échange de ces pays; en un mot, il faut espérer qu'il fera prendre conscience à tous les hommes de la nécessité d'assurer le bien-être de leurs semblables dans des conditions rationnelles et équitables.

M. Reisch (Autriche), rapporteur, prend la présidence.

53. M. FILALI (Maroc), dont la délégation a déjà souvent exposé sa préoccupation concernant les résultats insuffisants de la Décennie des Nations Unies pour le développement, souscrit pleinement aux dispositions du projet de résolution à l'étude, car il lui semble que l'une des causes de la stagnation présente de l'économie des pays en voie de développement est l'absence d'un bilan systématique qui, présenté de manière concise, pourrait aider les délégations à formuler des propositions concrètes et cohérentes. La documentation abondante et précieuse qui existe déjà est trop éparpillée pour être utilisée de façon rationnelle, et la délégation marocaine félicite les auteurs du projet de résolution de proposer des mesures pour remédier à cette situation et aborder la prochaine décennie avec toutes les chances de succès.

54. La délégation marocaine souhaiterait se joindre aux auteurs du projet si ceux-ci acceptent d'insérer dans le paragraphe 1 du dispositif, après les mots "Organisation des Nations Unies pour le développement industriel", les mots "les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth". Elle estime, en effet, qu'en raison de leur connaissance particulière des problèmes régionaux ces organismes peuvent contribuer de façon positive au travail demandé au Secrétaire général.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite*) [A/6303/Add.1, chap. I; A/6315, A/6501, A/C.2/L.925 et Rev.1]

55. M. WIJESINGHE (Ceylan) dit en présentant le projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1, que les auteurs ont utilisé les quelques jours laissés à leur disposition pour consulter les divers groupes intéressés. Quelques délégations ont demandé qu'on leur accordât le temps nécessaire pour consulter leurs gouvernements respectifs, et le représentant de Ceylan note avec satisfaction que certaines d'entre elles l'ont informé qu'elles appuieraient le projet révisé. Il paraît superflu de répéter les arguments en faveur du projet présentés à propos du texte initial (A/C.2/L.907, partie C) par Ceylan, l'Iran et la Syrie. Ce texte avait toutefois donné lieu à des divergences de vues alors que l'on semble être parvenu à l'heure actuelle à une entente satisfaisante.

*Reprise des débats de la 1093ème séance.

56. Les auteurs ont supprimé au premier considérant les mots "rapport annuel du Fonds monétaire international pour 1966 (E/4282)". Ce rapport n'a pas encore été présenté au Conseil économique et social, et il serait, dans ces conditions, prématuré d'en prendre acte. Une erreur a été corrigée dans le texte anglais du deuxième considérant, où le mot "responsable" a été remplacé par "responsive". Au troisième considérant, l'expression "Accueillant avec satisfaction" a été remplacée par "Notant", et le mot "officieuses" a été inséré après le mot "réunions". En effet, les entretiens qui se déroulent à Washington entre les administrateurs du Fonds monétaire international (FMI) et le Groupe des Dix n'ont pas un caractère officiel, et l'Assemblée générale ne peut qu'en prendre note. Au paragraphe 1 du dispositif, les mots "qui en expriment le désir" ont été insérés après les mots "en voie de développement". De l'avis des auteurs, la participation aux discussions envisagées dans ce paragraphe ne peut être que volontaire. Sur proposition du représentant de la France, les mots "y compris celles" ont été ajoutés après les mots "système monétaire international". Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs ont jugé que l'expression "se tenir informé auprès du" manquait quelque peu de vigueur et l'ont remplacée par "avoir des consultations avec". En terminant, le représentant de Ceylan remercie M. Kaul de l'aide qu'il a apportée aux auteurs au cours des négociations qui ont précédé le dépôt du projet révisé.

57. M. KAUL (Inde) dit que, malgré la complexité du sujet traité, le projet révisé a fait l'objet d'un accord assez large. Les modifications qui y ont été apportées sont peu nombreuses et dérivent du désir de lui donner un caractère mieux équilibré.

M. Tell (Jordanie) reprend la présidence.

58. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que, pour les Etats-Unis, qui ont toujours estimé qu'il y avait lieu d'élargir le débat sur les problèmes monétaires de manière à tenir compte des besoins des pays en voie de développement, le projet révisé est un pas en arrière par rapport au document A/C.2/L.925. Il sera plus difficile à la délégation des Etats-Unis de l'appuyer, ce qui est d'autant plus regrettable qu'elle a toujours été au premier rang de ceux qui au FMI et au sein du Groupe des Dix défendaient la thèse que les pays en voie de développement devaient avoir la possibilité de faire connaître leurs vues.

59. Or, on soutient que, pour des raisons de procédure, il ne saurait être fait mention dans le préambule du projet d'un document publié sous une cote de l'ONU, mais qui n'a pas encore été examiné par le Conseil économique et social. Cependant, si la Commission veut adopter en la matière une attitude équilibrée, elle doit tenir compte du fait que le FMI, comme d'autres institutions spécialisées, a abordé le problème à l'étude. Le projet initial prenait simplement acte de ce document tout comme la Commission a accepté récemment de prendre note d'une recommandation de l'Organisation de l'unité africaine dont la Commission n'était même pas saisie. A défaut de "prendre acte", l'on pourrait pour le moins mentionner ce texte dans un alinéa commençant par "Tenant compte". Il est inacceptable qu'il ne soit pas

fait mention de l'organisme au sein duquel les pays en voie de développement participent à la discussion des problèmes en question.

60. En ce qui concerne le troisième considérant, M. Blau constate que non seulement la proposition de sa délégation a été transformée en un simple alinéa du préambule, mais qu'on avait jugé utile d'en éliminer les mots "Accueillant avec satisfaction". Une telle démarche semble manquer de sérieux. Des négociations importantes sont en cours auxquelles prennent part des pays en voie de développement comme des pays avancés. Ces discussions progressent de manière satisfaisante et seront sans doute couronnées de succès. Il est permis de se demander pourquoi l'Assemblée générale ne pourrait pas accueillir avec satisfaction une telle initiative.

61. Le membre de phrase "qui en expriment le désir" ajouté au paragraphe 1 du dispositif n'est pas sans poser de problèmes. Il n'est pas question, bien entendu, de contraindre un pays de participer à ces discussions; toutefois, le fait d'être partie à un arrangement monétaire international entraîne non seulement des avantages, mais aussi des obligations. La Commission n'a pas à donner un satisfecit à ceux qui refusent les obligations en question. La majorité des pays ont en effet accepté ces obligations avant de réclamer le droit de participer aux discussions. La délégation des Etats-Unis s'oppose à ce que les mots "se tenir informé", au paragraphe 2 du dispositif, soient remplacés par "avoir des consultations avec". Le Secrétaire général de l'UNCTAD n'aura pas l'occasion d'avoir des consultations avec le Directeur général du FMI au sujet du progrès des activités concernant la réforme monétaire internationale. Il est naturel que l'on souhaite qu'il soit informé. Il pourrait se tenir informé grâce aux relations qui existent par accord mutuel entre l'ONU et le FMI.

62. A la différence des autres projets de résolution sur l'UNCTAD, le dépôt du projet à l'étude a été précédé non par des négociations directes, mais par une série de rencontres bilatérales. Les malentendus auxquels il a donné lieu sont peut-être le résultat de cette procédure. La délégation des Etats-Unis est disposée, pour sa part, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à des résultats satisfaisants.

63. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime que les auteurs du projet révisé ont réussi à améliorer leur texte, qu'il n'aura aucune difficulté à accepter sous cette nouvelle forme. Le document A/C.2/L.925/Rev.1 résulte d'une transformation de la partie C du projet de résolution A/C.2/L.907. La délégation ukrainienne, qui avait formulé un certain nombre d'observations concernant ce dernier texte (1084ème séance), est heureuse de constater que le projet révisé définit clairement le rôle que pourrait jouer l'UNCTAD dans la mise en œuvre d'une réforme monétaire internationale. Il permet à tous les pays membres de l'UNCTAD de prendre part à l'examen des mesures concernant une telle réforme. Cette participation est d'autant plus naturelle qu'une des tâches de l'UNCTAD est d'améliorer les relations commerciales internationales. Dès lors, il était difficile pour l'UNCTAD et son Conseil de rester à l'écart de l'élaboration de mesures aussi

étroitement liées au développement des échanges internationaux d'une réforme monétaire internationale.

64. M. MARTIN WITKOWSKI (France) rappelle que la proposition de supprimer, au premier considérant, la mention du rapport annuel du FMI pour 1966 avait des motifs purement juridiques et n'impliquait aucune méfiance à l'égard du Fonds. En effet, c'est le Conseil économique et social qui sera saisi de ce document le 19 décembre 1966. Toutefois, la délégation française est disposée à accepter la suggestion du représentant des Etats-Unis visant à conserver l'alinéa initial, quitte à remplacer les mots "Prenant acte" par les mots "Tenant compte".

65. M. CARANICAS (Grèce) s'attendait lui aussi à ce que le projet révisé améliore le texte initial. Le représentant de la Grèce fait siennes les objections formulées par le représentant des Etats-Unis. S'agissant du premier considérant, il importe de tenir compte du fait que le FMI joue en la matière un rôle de premier plan. Les considérations d'ordre juridique ne sauraient être un obstacle, et la question doit être abordée au fond. Le rapport du FMI contient tous les renseignements disponibles à l'heure actuelle, et il est impossible de ne pas en tenir compte si l'on veut faire preuve de réalisme. La mention du rapport pourrait être précédée des mots "Tenant compte". Le libellé du deuxième considérant du projet révisé semble laisser entendre que l'objectif de la réforme monétaire est le transfert des ressources d'un groupe de pays vers un autre. La réforme monétaire internationale a pour but de pallier les difficultés relatives aux paiements internationaux. Elle n'est pas une panacée qui permettrait d'augmenter les réserves en liquidités des pays en voie de développement. Les mots "croissance économique" semblent suggérer à cet égard que la réforme du système monétaire international pourrait résoudre les problèmes du développement. On serrerait de plus près la réalité en les remplaçant par l'expression "expansion ordonnée du commerce international".

66. Les modifications apportées au paragraphe 1 du dispositif sont superflues. Aucun pays ne saurait être contraint à participer contre son gré à des discussions ou des décisions quelles qu'elles soient. S'agissant du paragraphe 2, on voit mal pourquoi le Secrétaire général de l'UNCTAD devrait avoir des consultations avec le Directeur général du FMI. Il doit se tenir pleinement informé du progrès des activités concernant la réforme. Les consultations se déroulent dans le cadre du FMI, où sont représentés presque tous les pays en voie de développement. En terminant, le représentant de la Grèce annonce qu'il demandera la division sur ce paragraphe.

67. M. GALLARDO MORENO (Mexique) estime qu'il serait sage, vu l'importance et la complexité de la question à l'étude, d'ajourner le vote sur le projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1.

68. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) rappelle que la pénurie de liquidités internationales des pays en voie de développement est un fait bien connu qui a été confirmé récemment par le Directeur général du FMI. Cette pénurie est encore aggravée par les fluctuations des recettes d'exportation de ces pays.

69. Abordant les observations du représentant de la Grèce relatives au deuxième considérant, M. Al-Atrash dit que l'augmentation des liquidités internationales envisagée dans ce paragraphe n'implique pas nécessairement un transfert initial de ressources. Il existe des plans pour accroître les liquidités internationales, comme le plan qui a été élaboré par le Groupe d'experts sur les questions monétaires internationales de l'UNCTAD^{2/}, dont l'un des éléments prévoit la création de réserves, mais sans entraîner de transfert initial de ressources. La délégation syrienne aurait volontiers accepté la suppression du troisième considérant. Elle estime cependant qu'on en a amélioré le libellé en précisant le caractère officieux du Groupe des Dix. M. Al-Atrash rappelle à ce propos que, lors de l'examen du projet de résolution A/C.2/L.923, la délégation des Etats-Unis, à la 1090ème séance, s'est opposée à la proposition de l'Inde en qualifiant d'officieux le Groupe des Soixante-Dix-Sept. La délégation syrienne a estimé que l'expression "se tenir informé" n'avait pas grande signification et a insisté sur la nécessité d'une formulation plus énergique.

70. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) fait sienne la proposition du représentant du Mexique.

71. M. INGRAM (Australie) estime que le projet révisé constitue en fait un nouveau texte. Il a trait à des questions extrêmement complexes, et la délégation australienne ne sera pas à même de se prononcer à son sujet avant qu'il n'ait fait l'objet d'un examen approfondi. Aucune décision ne devrait être prise dans l'immédiat quant à la date du vote qui devrait être précédé soit d'une discussion complète au sein de la Commission, soit de négociations officieuses; ces dernières étant préférables. La Deuxième Commission est tenue d'agir avec prudence et d'éviter des décisions hâtives, car la question est importante et a été étudiée en détail par l'UNCTAD et ses organes subsidiaires tels que la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, qui sont les instances compétentes désignées par l'Assemblée générale pour examiner les questions techniques de cette nature.

72. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit que quoi qu'il en soit de la validité des propositions concernant le Groupe des Soixante-Dix-Sept les gouvernements qui sont parties aux Accords généraux d'emprunt constituent un groupe officiel qui a été reconnu par le FMI et que les représentants du Fonds ont participé à certaines des délibérations du Groupe des Dix.

73. Le PRESIDENT dit qu'il n'a pas l'intention de précipiter le vote du projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1 et exprime l'espoir que de nouvelles négociations permettront de parvenir à un accord.

74. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie), exerçant son droit de réponse, dit que la décision en vertu de laquelle le FMI a conclu les Accords généraux d'emprunt a été prise en 1962 et approuvée par 10 pays industrialisés. En 1964, la Suisse a approuvé cette

^{2/} Voir Les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement (publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.2).

décision. Le Groupe des Dix, ou des Onze, ne peut être considéré comme un groupe officiel. M. Al-Atrash croit comprendre que l'un des administrateurs du FMI a refusé de participer aux négociations qui ont lieu actuellement entre le FMI et le représentant du Groupe des Dix.

75. M. FIGUEROA (Chili) suggère que le Rapporteur établisse la première partie du rapport de la Commission sur l'UNCTAD sans attendre que l'examen complet de la question soit terminé. Il conviendrait, en effet, que l'Assemblée générale approuve le plus tôt possible la convocation de la session extraordinaire que le Conseil du commerce et du développement

devra tenir, conjointement au projet de résolution adopté par la Commission à sa 1093ème séance (A/C.2/L.928), pour réviser le calendrier des réunions de l'UNCTAD en 1967.

76. Le PRESIDENT approuve cette suggestion et propose à la Commission d'autoriser le Rapporteur à soumettre directement la première partie de son rapport à l'Assemblée générale sans approbation préalable de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 10.